

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET D'ETUDES
STRATEGIQUES**

Revue ***Intelligence Stratégique***

Vol. 007, Numéro 018 Avril-Juin 2024
E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-5488



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : contact@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org ; <https://doi.org/10.62912/>

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch

INCIDENCE DE L'ENVIRONNEMENT SOCIO-POLITIQUE ZAÏROIS AVANT LA CNS, PRECURSEUR DE LA DEMOCRATISATION ?

Cléophas IYAKA MFUM-ABA-MFUM

Chef de Travaux et Doctorant en Sciences Historique, Spécialité : Histoire politique et des Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article se penche sur la situation sociopolitique du Zaïre d'avant la tenue de la Conférence Nationale Souveraine. Les analyses portent essentiels les facteurs déterminants de la démocratisation de ce pays. Pour ce faire, il est fait état de l'environnement sociopolitique et économique interne tout en relevant leur incidence dans le processus de démocratisation

Mots-clés : *environnement sociopolitique, démocratisation, Conférence Nationale Souveraine, Zaïre.*

ABSTRACT

This article looks at the socio-political situation in Zaire prior to the Conférence Nationale Souveraine. The analysis focuses on the determining factors in the country's democratization. To this end, it examines the internal socio-political and economic environment, noting their impact on the democratization process.

Keywords : *socio-political environment, democratization, Conférence Nationale Souveraine, Zaire.*

INTRODUCTION

Lorsque les hymnes à la gloire de la perestroïka et de la glasnost sonnaient dans les grandes capitales de ce qui convient d'appeler l'ancien monde socialiste et communiste ayant emporté sans coup férir le mur de

Berlin, symbole fort du monde bipolaire en 1989 ; le Zaïre fut encore un régime autoritaire (dictature) à parti unique dit Parti-Etat. Toute son architecture (nomenklatura) est stalinienne comprenant des institutions de type soviétique ci-après : Président de la République, Comité Centrale, Bureau Politique, Conseil Législatif, Conseil Judiciaire et Conseil Exécutif.

Toutes les institutions dont à la tête de chacune fut placé un homme de main du Président de la République appelé chef de corps constitué selon sa propre philosophie, avaient comme véritable chef le guide de la révolution zaïroise authentique lui-même. Sans tenir compte des signes du temps, le maréchal président ainsi que les apparatchiks du régime n'ont pas anticipés les événements et pourtant la situation intérieure n'était guère satisfaisante. C'est d'ailleurs cette situation quasi chaotique interne, une fois en électrochoc avec l'environnement international qui serait à la base du processus de démocratisation au Zaïre.

Pour s'en convaincre, cette réflexion va aborder tour à tour les points ci-après : environnement politique interne ; environnement économique interne ; environnement social interne ; et enfin incidence de l'environnement interne sur le processus de démocratisation.

I. ENVIRONNEMENT POLITIQUE INTERNE AVANT LA CNS

L'architecture politique zaïroise avant la tenue de la conférence nationale souveraine s'articulait autour d'une mosaïque d'organes dont certains étaient manifestement en conflit des compétences ; c'est le cas du Comité Central et le Bureau Politique qui se confondait avec le Conseil Législatif et pour certaines matières au Conseil Judiciaire.

C'est d'ailleurs grâce à cette alchimie politique soigneusement entretenue par le régime ; qu'en dehors des élections sporadiques des commissaires du peuple et de celui du président de la république élue avec un score référendaire puisqu'entant que Président Fondateur du MPR, Mobutu était toujours candidat unique.

Pour les restes des postes le mode de désignation était la nomination par le Chef de l'Etat par une formule tout aussi despotique que l'on pouvait imaginer à savoir : « il a plu au Président fondateur du mouvement populaire de la révolution de nommer ... ». ¹

S'inspirant tantôt du stalinisme tantôt du maoïsme tantôt même du « Mein Kampf » du Führer (Hitler), Mobutu adopte aussi des préceptes comme : Ein Reich (un seul Royaume) ; Ein Volk (un seul Peuple) ; Ein Führer (un seul Guide).

Pour l'homme du 24 Novembre ceci se traduit par : Papa bo moko ; Ekolo bo moko ; Mokonzi bo moko. Ces expressions se traduisent en langue française par : Un seul Père ; Une seule Nation et un seul Chef.

En d'autres termes, Mobutu est le père de la nation dont il en est le chef ; c'est pourquoi il s'était proclamé le guide de la révolution zaïroise authentique.

En tout état de chose, sur le plan politique la concentration de son pouvoir était tellement manifeste que cela ne pouvait que créer des grands malaises. Mais, tout homme étant par essence un être de liberté comme l'affirmait si bien Schumpeter: «en vertu de quel droit êtes-vous là et pas quelqu'un d'autre et de qui détenez- vous ce droit». ² Le peuple congolais subissait le fameux principe de « olinga olinga té » ; traduction française: que vous le voulez ou pas.

Le régime du parti unique ne faisait aucune concession à ses détracteurs car le Marechal dirigeait par défis ; cette situation ne pouvait que lasser la population. Et dès que l'environnement international a donné des signaux du vent nouveau, la classe politique nationale pris en otage par les apparatchiks du régime trouvera par là un exutoire pour entrer en effervescence afin de réclamer le changement.

¹ Expression souvent énoncée pour les nominations pendant la 2^{ème} république.

² SCHUMPETER J., *Capitalism and democracy*, Hamper, New-York, 1949, p. 45.

Le changement ainsi réclamé n'était rien d'autre que la démocratie ou l'ouverture de l'espace politique. L'exercice du pouvoir étant dicté par le seul vouloir du chef de l'Etat ; on attient une telle instabilité gouvernementale que les remaniements au cours d'une année se comptait de façon inhabituelle. Passer une année au gouvernement était devenu un cout de chance.

A l'espace de deux ou trois ans, on pouvait passer du poste de commissaire d'Etat à celui d'ambassadeur puis à celui de P.D.G. et pour finir à celui du conseiller personnel du président Fondateur.

Les apparatchiks du régime pouvaient quant à eux passer de la présidence du Conseil Judiciaire au Comité Central pour chuter au Conseil Exécutif. C'est été le cas de Léon Kengo wa Dondo qui est passé du Procureur Général de la République à l'ambassadeur pour chuter à la tête de l'Exécutif et même à la Cour des Comptes.

Finalement, le trafic d'influence, le militantisme, le népotisme, le tribalisme..., avaient à certains égards dilué le sens même de la compétence et de la séparation du pouvoir. L'une des conséquences de ce clientélisme a conduit le régime à l'affairisme vers la fin du long règne du Marechal ; et pour tenir le coût, le régime n'avait qu'un choix : durcir sa ligne de conduite d'où l'autoritarisme en outrance dit « dictature ».

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNE AVANT LA CNS

L'économie d'un pays étant le reflet de sa politique, l'environnement politique zaïrois n'étant guerre satisfaisante, les mêmes maux rongeaient le secteur productif à savoir le mal gouvernance, la gabegie, le détournement des deniers publics et le coulage des recettes. Les entreprises publiques pierres de lance de l'économie nationale autre fois, étaient devenues des vaches à lait à la solde des dignitaires du régime au point d'être même surnommés des canards boiteux à tort puisqu' en réalité les entreprises furent des canards enchainés jusqu'à un passé très récent.

Au-delà de ces facteurs, il ne faut pas oublier que la « zaïrianisation »³ était déjà passée par là avec ses effets dévastateurs ; les effets collatéraux de l'ajustement structurel de triste mémoire tant vanté par les institutions de Brettons-Wood ne contribua pas malheureusement à soigner l'économie zaïroise avec sa corvée du service de la dette ; mais au contraire l'asphyxia davantage. L'économie congolaise était en berne.

Les mêmes institutions de Brettons Wood et les autres donateurs qui jadis étaient grands partenaires du Zaïre suspendront leurs aides au début des années 1990. D'ailleurs Lemarchand note que l'octroi de récompenses politiques devenant de plus en plus problématique, le contrôle de l'Etat recule en proportion.⁴ Et le même auteur conclut que tout comme Mobutu devait sa montée au pouvoir à l'introduction des rivalités Est-Ouest sur le continent africain, l'effondrement de l'Etat zaïrois doit, en dernière analyse, être perçu comme une conséquence de la fin de la guerre froide.⁵

La chute de l'Etat zaïrois est également le résultat d'un long processus interne. L'incapacité croissante de l'Etat à assumer ses tâches a précédé son effondrement, et les premiers signes de ce que William Reno appelle l'Etat fantôme⁶ sont visibles dès les années 1970, après que les mesures de « zaïrianisation » et de la radicalisation eurent permis de transférer des parties importantes de l'économie vers les élites politique et militaires sans la moindre expertise dans le monde des affaires. Ceci annonce la mise en place de prébendes et d'un exercice néo-patrimonial du pouvoir qui corrompt progressivement les normes et cadres institutionnels officiels.

Il convient de noter qu'avec un budget national de plus au moins 300 millions de dollars américains dans un Etat dont le coulage des recettes faisait bon ménage avec la corruption, la situation sociale ne pouvait que s'empirer.

³ Zaïrianisation a consisté à la nationalisation des entreprises privées.

⁴ REYNTJENS P., *La grande guerre : Instabilité, Violence et déclin de l'Etat en Afrique Centrale (1996-2006)*, Le bruit du monde, Paris, 2012, pp. 17-18.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibidem*.

Aux années 90, le Zaïre qui traversait déjà des moments des turbulences, connaîtra également un dérèglement de l'économie avec l'apparition de jeu d'argent qui ne fut sans doute qu'une manifestation du déclin d'un régime qui accentua la paupérisation de la population. Ces aspects caractéristiques en furent entre autre :

II. 1. Les sociétés d'argent

Au cours de la pré-transition, la misère sociale avait connu des proportions jamais atteintes auparavant. Et pour cause : la destruction du tissu économique n'avait été que plus spectaculaire par le bradage de la monnaie. Les lois du hasard manifestèrent leur force, mais surgira aussi des hommes astucieux et « dynamique » qui ont su monter des combines, inventant des tours devant des spectateurs admiratifs mais désespérés et désabusés qui ne savaient pas trop ce que les tours de ces prestidigitateurs s'inspirant de la mafia albanophone devaient : à la science ou à l'art, à la chance, à la magie ou encore au bluff et à l'arnaque.

L'un de ces prestidigitateurs fut un certain Bindo Bolembé qui introduisit au Zaïre vers le mois d'Aout 1990, le jeu d'argent reposant sur des mises insignifiantes rapportant en 45 jours de taux d'intérêts scandaleusement avantageux. Selon le Professeur Ndaywel⁷ l'opération « Bindo » avait tourné à une vaste escroquerie de petites économies, bien qu'elle disposât au départ du soutien des pouvoirs publics. Pourtant à cette époque, des nouvelles fortunes s'étaient édifiées, non sans arrogance ; la gabegie financière s'était ajoutée au gonflement exponentiel du déficit budgétaire au point que l'inflation qui était de trois chiffres au cours de la décennie 1980-1990, était passée à quatre chiffres, rien qu'au cours de ces premières années de la nouvelle décennie.

Lors de sa déclaration de politique générale, l'Union des Démocrates Indépendants (UDI) à la tribune de la CNS (le 16 mai 1992), son Président Alexis Thambwe Mwamba précisa : « jamais les finances publiques ne se sont aussi mal comportées dans notre pays (...) ».

⁷ NDAYWEL E., *Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République Démocratique du Congo*, Le cri d'Afrique éditions, Nivelles (Belgique), 2009, p. 77.

Pour le seul mois d'avril, le déficit budgétaire s'est situé à 13.400 milliards de Zaïres, presque autant que le niveau du cumul des trois premiers mois de l'année qui s'est chiffré à 15.800 milliards ».

Pour couvrir le déficit budgétaire, le pouvoir avait recouru systématiquement à la planche à billets. Et le financement monétaire prévu à recouru 50 milliards de zaïres en 1990 a été de 500 milliards à la fin du même exercice, soit dix fois plus que les prévisions ; tandis qu'en 1991, il est passé tout simplement de 1.000 milliards prévus à 15.000 milliards, soit quinze fois plus. L'inflation avait atteint son paroxysme avec 4.228% contre 265% en 1990, alors qu'elle fut à moins de 60% avant la pré-transition.⁸

Le succès de « Bindo » fit école ; des sociétés concurrentes apparurent : « Nguma-Promotion », le « Panier de la ménagère », « Masamuna », « Groupe Madova », « Tontine action sociale » qui conduisirent toutes à cette escroquerie du petit peuple. Des milliers des citoyens s'étant laissé attirer par cette supercherie furent ruinés.

La faillite de ces jeux d'argent, aggrava la tension sociale dans les milieux estudiantins ; les étudiants firent à Kinshasa une pression telle que le gouvernement Mulumba Lukoji fut obligé de fermer l'université de Kinshasa et la quasi-totalité des instituts supérieurs de la capitale entre avril-mai 1991. L'inflation atteignit à partir de juillet 1991 un niveau jamais connu. L'impasse politique et la crise socio-économique se firent de plus en plus aiguës et entraîna un autre phénomène à savoir :

II. 2. Le cambisme

Le rapport de la Banque Mondiale précitée analysa en ces termes le développement d'un marché parallèle des devises. A côté d'un marché officiel de change fortement réglementé, il existe un marché parallèle alimentant l'économie informelle. Ce marché s'autoalimente, car son caractère occulte lui interdit l'accès aux sources de refinancement.

⁸ THAMBWE M., Président du parti politique UDI, Déclaration de politique générale à la CNS.

Il est dû à l'absence de moyens réels de contrôle des changes, dans une société où le sens civique est inégal parmi les opérateurs économiques en contact avec l'étranger ; à la tentation pour une grande partie de l'économie de se dissimuler pour échapper aux administrations publiques ; aux différences de taux d'intérêts entre le marché officiel et le marché parallèle.

Ce marché calque sa structure sur le marché officiel et comprend un réseau national pour couvrir le marché domestique et un réseau international pour les opérations d'import-export. Son volume variait, suivant les estimations, de 20 à 50% de la masse monétaire ; il aurait atteint en 1994 la bagatelle de 300 millions de dollars en ce qui concerne le marché intérieur et de 800 millions de dollars pour le marché extérieur. Un pourcentage non négligeable de productions agricoles et minières exportées quitterait le pays en évitant les contrôles et alimenterait le marché parallèle, qui trouverait également des ressources dans les ristournes de fret et des rétro-commissions versés lors de l'attribution des marchés et des contrats divers.

Les avoirs à l'étranger des résidents zaïrois seraient une des conséquences de l'existence de ce marché. D'après Colette Braeckman⁹ pour évaluer le poids de l'argent, il fallait se rendre un matin dans une petite rue de Kinshasa, derrière l'ambassade de Belgique. Tout le monde la connaît sous le nom de Plateau ou le Wall Street congolais¹⁰ Ou bien il fallait se faire conduire dans le quartier populaire de Matonge, sur l'avenue Oshwe, un autre haut lieu d'échange de la capitale. Dès l'aube, d'énormes « Mamans Moziki » où « mamans cent kilos », étaient installées à même le trottoir, derrière des piles de billets de banque. Chose curieuse, les différents gouvernements successifs ont été impuissant jusqu'à ce jour de mettre fin à l'existence du marché parallèle des devises. Les cambistes informels continuent à agir dans l'illégalité et en toute impunité ; d'ailleurs on compte parmi leurs grands clients les dignitaires du régime.

⁹ BRAECKMAN C., *Terre africaine, Burundi, Rwanda Zaïre : les racines de la violence*, Fayard, 1996, p. 209.

¹⁰ *Ibidem*.

A côté de ce monde où la monnaie et le marché de change s'étaient déplacés des banques vers les coins des rues, le panier de la ménagère connaissait la désolation la plus totale. Il y a lieu de noter que les prix des denrées alimentaires prenaient de l'ascenseur chaque jour. Quant aux produits pétroliers, le prix du carburant avait été multiplié par trois à Kinshasa : l'essence était passée de 362 zaires à 918 zaires en septembre 1991.

Dans l'arrière-pays, notamment dans les grandes villes comme Lubumbashi, le prix de l'essence avait été multiplié par dix pour la même période. Cette hausse du prix du carburant entraînait une augmentation automatique des prix de détail des marchandises transportées par avion, camion ou par bateau.

Les malaises qui touchaient tous les secteurs de la vie provoquèrent une forte tension, prélude à des contestations populaires.

La gestion irresponsable par le régime de Mobutu a miné de l'intérieur la solidité de l'édifice. La kleptocratie, écrit Bernard Adam, Muriel Devey, érigée en système a opéré un pillage destructeur. La prédation systématique a non seulement vidé les caisses de l'Etat mais aussi stoppé tout investissement public et au moins freiné le développement des activités privées.

De plus, la concentration de la mainmise sur les maigres ressources publiques avait déjà créé en son temps tout un système pyramidal de rançonnement hiérarchisé à tous les niveaux, de l'échelon supérieur jusqu'à la population.

Le manque d'investissements frais avait fini par précipiter la descente du tissu économique aux enfers car en plus de la prédation de la classe politique, de l'armée et des forces de sécurité, par leurs exactions et leurs pillages avaient considérablement contribué à l'instauration d'un climat de rejet du pouvoir de Mobutu par la population. Ce constat a été même souligné par la Banque mondiale dans son rapport publié en 1994, qui tira un bilan sévère de la gestion du gouvernement zaïrois.

III. ENVIRONNEMENT SOCIAL INTERNE AVANT LA CNS

Le déblocage de la situation socio-économique supposait en effet la libération de la créativité et l'élaboration d'un plan de développement, qui soit une rentabilité efficiente des ressources du pays, au service de ses habitants. Or le Zaïre poussé à la démocratie en cette fin de la décennie quatre-vingt-dix était un pays affamé, menacé par la misère : multiplication des mouvements de contestation.¹¹

C'est dans cette optique que Lafargue, J., dont les plus violents se sont rassemblés sous les slogans du multipartisme et de la démocratie argumentèrent son point de vue. Leur caractéristique fut d'être concentrés dans les centres urbains du pays (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Kikwit, Mbuji-mayi, Kananga, Matadi...) On y trouvait étudiants, fonctionnaires, enseignants, commerçants, jeunes, etc. se manifester pour exprimer leur désarroi.

A ce propos, Elly Rijnerse écrit : « ...ces mouvements ont ensemble élevé la voix et ont profité de l'incertitude qui gagnait les régimes africains ».¹²

Le bilan négatif du régime en place expliqua la crise de légitimité politique contre le système du parti unique.

III. 1. Les mouvements étudiants

La prédisposition des étudiants zaïrois à critiquer le bilan combien négatif du régime et à exprimer publiquement leur mécontentement tenait au dépassement du système de parti unique (le MPR) qui, trente ans après, manquait de perspectives surtout quant à leur avenir pensait cette catégorie sociale.

¹¹ LAFARGUE J., *Contestations démocratique en Afrique. Sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, Karthala, Paris, 1996, p. 426.

¹² RIJNIERSE E., "Democratization in sub-Saharan Africa ? Literature overview", dans *Third world Quaterly*, vol. n°3, 1993, p. 647.

Ainsi au moment où dans certains pays africains où l'on assistait à la fermeture des universités, au lancement des mots d'ordre de grève, aux pillages, à la tuerie des étudiants par les militaires (Gabon, Niger, Côte-d'Ivoire,...) débutèrent les premières manifestations étudiantes à Kinshasa et le fameux massacre au Campus de l'Université de Lubumbashi du 11 et 12 mai 1991.

Evoluant dans des conditions très difficiles, les étudiants zaïrois de la période sous étude avaient d'abord réclamé l'augmentation de leur bourse devenue dérisoire pour faire face à l'inflation galopante, ensuite l'octroi généralisé de cette bourse à tous les étudiants sans distinction de leur origine géopolitique, réclamation qui s'avéra vaine. A cause des promesses non tenues du régime ; des marches furent prévues dans tout le pays, entraînant violences, mort, disparitions et beaucoup d'arrestations d'étudiants. Parmi des manifestants, les étudiants découvrirent des membres des services des renseignements infiltrés dans leur campus.

Ils seront tabassés et lynchés. L'un d'entre eux en mourra. Le régime réagira aussitôt et le campus de Kinshasa sera investi. Les étudiants seront délogés et une vingtaine d'entre eux kidnappée a-t-on révélé.

Suite à ce « kidnapping », et en solidarité avec leurs camarades de l'Université de Kinshasa, les étudiants de l'Université de Lubumbashi manifestèrent eux aussi et des effets collatéraux provoquèrent le fameux massacre de l'Université de Lubumbashi tristement célèbre, pourtant il n'y a jamais eu massacre à proprement parler ; du moins plus de vingt ans après cet événement il n'y a pas de faits avérés contraires à la version du gouvernement qui contestait l'existence d'une quelconque opération commando ayant engendré ce prétendu massacre.

III. 2. Les salariés

Le mouvement étudiant s'amplifiera à l'arrivée en renfort des femmes zaïroises qui, exténuées par la souffrance et inquiétées par l'aggravation de la situation de la crise sociale, organisèrent une gigantesque marche dans les artères de Kinshasa le 6 août, suivie des salariés (employés de l'ONATRA, de la fonction publique, chauffeurs de taxi-bus, etc.)

Pour ces salariés dont la majorité faisant partie de la fonction publique, leur contestation politique s'expliqua par la remise en cause de leurs avantages et de leurs privilèges. Le déficit démocratique et l'absence de libertés, supportables en période de forte croissance économique, écrit et ainsi Achille Mbembe¹³, leur paraîtront d'autant plus intolérables en période de crise et les conduiront à porter leur désarroi sur le terrain de la revendication politique.

III. 3. Les Eglises

Le réveil des revendications démocratiques a été, selon Joseph Roger de Benoist « directement provoqué dans plusieurs pays par des déclarations des Eglises ».¹⁴

Nous n'avons qu'à regarder la montée en puissance des églises qui ont données un coup de pouce aux revendications populaires pour réclamer les libertés fondamentales et par ricochet la démocratisation. Dans le n°257 de la revue Zaïre- Afrique, Kä-Mana exprime ainsi les raisons de ces engagements : « Les Eglises d'Afriques redécouvrent avec rigueur la fécondité de la parole qu'elles ont à annoncer et qui se dévoile soudain comme une puissance de transformation radicale au moment où l'Afrique à justement besoin de cette transformation ».¹⁵

Au Cameroun, au Mali, au Congo-Brazzaville et bien entendu au Zaïre se sont les évêchés catholiques qui sont très vite montés au créneau pour revendiquer le changement ; raison pour laquelle d'ailleurs c'est une fois de plus les évêques qui présideront les Conférences nationales souveraines au Benin, Congo-Brazzaville et au Zaïre (De Souza, Milongo et Monsengwo).

¹³ MBEMBE A., « Diagnostic sur les dérapages de la transition démocratique en Afrique », dans *Afrique 2000*, n°12, février 1993, pp. 57-64.

¹⁴ BENOIST J. R., « Les Clercs et la démocratie », dans *Afrique Contemporaine*, 4^{ème} trimestre 1992, p. 185.

¹⁵ KÄ-MANA, « Les Eglises africaines face aux mutations actuelles de l'Afrique : une analyse des prises de position récentes des Eglises protestantes et catholiques du continent africain », dans *Zaïre-Afrique*, n° 257, aout- sept. 1991.

III. 4. La presse

Parmi les facteurs qui influencèrent les cours des événements lors des grandes mutations qu'avait connues le Zaïre dans son processus de démocratisation il y a bien entendu la presse. Pendant plus de deux décennies de la 2^{ème} République, il y avait seulement deux titres à savoir le journal Salongo de Bondo Nsama et le journal Elima de Esolomwa Nkoy ea linganga qui dominaient la presse dans le pays.

Mais très vite, le métier connaîtra une effervescence dans la mouvance du courant de démocratisation ; la presse qui était étouffée par le pouvoir autoritaire en se libérant lancera des nouveaux titres dont : Umoja, la Référence Plus, le Potentiel, le Soft, le Phare, le Palmarès, ... toutes des initiatives privées.

Ces nouveaux organes de presse joueront un rôle très important d'accompagnement du processus de démocratisation ; d'ailleurs certains en feront les frais suite à l'intolérance. Mais sans baisser les bras, les professionnels des médias prenant appui sur le discours historique du 24 avril 1990 et de la « liberté de presse » désormais reconnue aux médias mèneront tambour battant le combat de 4^{ème} pouvoir dans la marche de la démocratisation.

Dans son éditorial du 13 avril 1995, Kin Kiey Mulumba, rédacteur responsable du Soft écrit : «... Le nombre des titres (des journaux) sur le marché n'a jamais atteint un tel degré de démesure. La démocratisation développée à outrance et à la vitesse supersonique a amené le combat politique à quitter les strapontins du Parlement pour la rue. Le pays en a gagné en liberté mais a perdu en confusion ».¹⁶

Pour tout relater, depuis le lancement du processus de démocratisation, l'apport des médias revêt d'une importance capitale ; sa place de quatrième pouvoir vaut véritablement son pesant d'or.

¹⁶ M'PERENG D., « Presse et histoire du Congo-Kinshasa : le discours de la presse et son rôle dans le processus de démocratisation, 1990-1995 », Thèse de doctorat, Université de Cergy Pontoise, 2004, p. 261.

Le rôle idéologique de la presse s'est dévoilé sans ambages comme le déclarait M. Nikita Khrouchtchev dans son discours sur l'art et la littérature, prononcé en été 1957 : « De même que l'armée ne peut pas combattre sans armes, de même le parti ne peut pas accomplir son travail idéologique sans l'arme efficace et puissante qu'est la presse... Nous ne pouvons donc laisser la presse entre des mains peu sûres. Elle doit être confiée à ceux qui ont les convictions politiques les plus fermes et qui sont entièrement à notre cause ».¹⁷

Autant la presse a joué un rôle déterminant dans le processus de démocratisation, autant chacun voulait l'avoir de son côté ; c'est pour cette raison qu'on enregistre un nombre toujours croissant des organes de presses.

III. 5. La société civile

Parmi les nouveaux acteurs qui sont apparus sur l'échiquier politique zaïrois à côté de la classe politique, on note l'émergence de la société civile. Constitué en véritable groupe de pression par son caractère d'emblée apolitique, cette société civile qui regroupe les corps de métiers, les hommes de culture, les intellectuels, des organisations non gouvernementales, des associations et /ou mouvements citoyennes de tout genre,... a aussi joué un rôle important dans le processus de démocratisation en RD. Congo.

Depuis son émergence, on peut plus se passer de la société civile. Malgré leur dénégation, dans le réel vécu, on constate que ces structures se réclamant de la société civile se retrouvent proche du pouvoir pour certaines, et de l'opposition pour d'autres. Les mouvements de la société civile agissant souvent dans le domaine des droits de l'homme comme la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) et tant d'autres organisations ont constitué des véritables béquilles au processus de démocratisation en RD. Congo.

¹⁷ *Ibidem*, p. 264.

IV. INCIDENCE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNE SUR LE PROCESSUS DE DÉMOCRATISATION

En plus de ce qui se passa en Europe de l'Est, d'autres révolutions plus proches en Afrique ont dû également influencer le régime zaïrois. Que ce soit à Niamey, à Cotonou, à Dakar ou à Abidjan, la fin de l'année 89 et le début 90 étaient marqués par une remise en cause des pouvoirs en place. Mobutu n'était plus l'incontournable interlocuteur et médiateur dans les grandes manœuvres géopolitiques qui se dessinaient plus particulièrement en Afrique australe et centrale, on notait également les mauvaises relations entre le Zaïre et les grandes institutions internationales dont la Banque mondiale et le Fond monétaire international qui dressèrent un constat de nouveaux dérapages qui s'étaient produits en matière de finances publiques et de dépenses non productives fragilisant ainsi le pouvoir de Mobutu.

Un signal fort fut donné au Zaïre en son temps par la diplomatie américaine ; le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, James Baker avait donné au président Mobutu des conseils amicaux au sujet des réformes économiques, des droits de l'homme et de la démocratie. Il lui avait même conseillé de tenir compte des forces du changement qui se manifestaient déjà visiblement à travers l'Afrique, afin d'éviter qu'elles ne le balaient.¹⁸

La conséquence de ce refroidissement diplomatique pour le Zaïre fut une diminution progressive du soutien américain. Les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique révisèrent leur politique de soutien sans faille à Mobutu, à part la France qui avait continué à le soutenir jusqu'à sa chute montrait visiblement les signaux que l'Afrique était sous l'œil du cyclone et qu'elle n'échapperait certainement pas au troisième vague de démocratisation ci-haut évoqué.

Mais puisque les relations internationales sont aussi caractérisées par les jeux des alliances motivées pour l'élargissement des zones d'influence, petit à petit les alliés de l'union soviétique dans le monde suivront l'exemple du maître en se démocratisant eux aussi progressivement.

¹⁸ Discours prononcé par M. Herman Cohen le 06 novembre 1991 au Congrès.

Et comme le Zaïre ne pouvait pas rester en marge de la société internationale et résister au vent venu de l'Est de l'Europe, l'occasion faisant le larron pour l'homme de partout qui est par essence un être de liberté, constitua une opportunité tant rêvée pour les zaïrois longtemps brimés pour saisir cet important rendez-vous.

Si les effets de la 3ème vague (révolution des œillets) a eu comme retombés au Zaïre la fameuse lettre ouverte des 13 parlementaires adressé au Président Mobutu en 1982 ayant débouchée à la création du parti politique Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) ; le vent de la perestroïka qui soufflait à l'Est de l'Europe et l'assassinat crapuleux de la famille Ceausescu après une parodie de justice en Roumanie donneront enfin un véritable coup de pouce à un processus de démocratisation longtemps étouffé par le maréchal Président, car fort de l'évolution rapide des événements en Europe, le Chef de l'Etat Zaïrois pressentit le danger puisque son régime devait sa survie à trois facteurs :

- le fait de servir de pilier de la guerre froide en Afrique, avec en échange, le soutien sans condition, de tous les services spéciaux de l'occident à la bourgeoisie nationale: le principe d'alignement aux blocs ;
- le maintien du monopole étranger des grandes compagnies multinationales sur les richesses nationales : le principe d'exploitation ;
- la complicité entre protégé et protecteur face aux violations massives et systématiques des droits de l'homme et l'obstruction à la démocratie: le principe de domination.¹⁹

De ce point de vue, l'ombre de M. Mobutu pourrait marquer encore pour longtemps l'Histoire de l'Afrique du XXIe siècle, au regard de son rôle historique et pour l'aura de sa personnalité charismatique quoique la démocratisation qu'il a initiée connaîtra beaucoup des ratés, tout en devenant irréversible ; le coup fatal fut administré par le Président François Mitterrand lors du sommet de la Baule réunissant ce dernier avec les chefs d'Etat et de Gouvernement partageant la langue française.

¹⁹ KABUNGULU N., *La transition démocratique au Zaïre avril 1990–1994*, s.é., Kinshasa, 1996.

CONCLUSION

Si le processus de démocratisation amorcé en République démocratique du Congo depuis le 24 avril 1990 serait la réponse interne du courant de la perestroïka et de la glasnost, il est un fait que cela puisse être la rencontre entre le destin et l'espoir d'un peuple. Mais là où cette rencontre pouvait avoir comme point de chute l'apothéose, ça été un rendez-vous manqué.

En effet, il est très rare pour ne pas dire impossible qu'un régime autoritaire qui dure très longtemps au pouvoir comme c'est fut le cas au Zaïre qu'il puisse assurer le bien être complet de sa population. En ce qui concerne le régime Mobutu, depuis le milieu des années 70 la situation socio-économique se dégradait progressivement et connaîtra son pic avant le lancement des fameuses consultations populaires en début d'année 1990.

Lorsque le vent de la perestroïka, le discours de la Baule du président Mitterrand, l'assassinat du président Ceausescu, etc. Intervient comme évènements sur le plan international ; la situation interne au Zaïre est quasi chaotique sur le plan économique et social. Le président Mobutu n'inspirait plus confiance, sa concentration du pouvoir avait atteint son paroxysme à tel point que certains dignitaires autre fois ses fidèles étaient passés à l'opposition.

Tout compte fait, tout régime autoritaire porte les germes de sa chute par le fait que le tyran qui ne tient pas compte de l'aspiration du peuple fini par être lâché par le même peuple ; c'est à cette triste réalité que le maréchal président Mobutu a pris la poudre d'escampette abandonnant le pouvoir en laissant le pays dans une situation catastrophique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BENOIST J. R., « Les Clercs et la démocratie », dans *Afrique Contemporaine*, 4^{ème} trimestre 1992.
- BRAECKMAN C., *Terre africaine, Burundi, Rwanda Zaïre : les racines de la violence*, Fayard, 1996.

-
- Discours prononcé par M. Herman Cohen le 06 novembre 1991 au Congrès.
 - KABUNGULU N., *La transition démocratique au Zaïre avril 1990–1994*, s.é., Kinshasa, 1996.
 - KÄ-MANA, « Les Eglises africaines face aux mutations actuelles de l’Afrique : une analyse des prises de position récentes des Eglises protestantes et catholiques du continent africain », dans *Zaïre-Afrique*, n° 257, aout- sept. 1991.
 - LAFARGUE J., *Contestations démocratique en Afrique. Sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, Karthala, Paris, 1996.
 - M’PERENG D., « Presse et histoire du Congo-Kinshasa : le discours de la presse et son rôle dans le processus de démocratisation, 1990-1995 », Thèse de doctorat, Université de Cergy Pontoise, 2004.
 - MBEMBE A., « Diagnostic sur les dérapages de la transition démocratique en Afrique », dans *Afrique 2000*, n°12, février 1993.
 - NDAYWEL E., *Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République Démocratique du Congo*, Le cri d’Afrique editions, Nivelles (Belgique), 2009.
 - REYNTJENS P., *La grande guerre : Instabilité, Violence et déclin de l’Etat en Afrique Centrale (1996-2006)*, Le bruit du monde, Paris, 2012.
 - RIJNIERSE E., 'Democratization in sub-Saharan Africa ? Literature overview', dans *Third world Quaterly*, vol. n°3, 1993.
 - SCHUMPETER J., *Capitaism and democracy*, Hamper, New-York, 1949.
 - THAMBWE M., Président du parti politique UDI, Déclaration de politique générale à la CNS.